

Pédagogie, politique, démocratie participative...

Raymond Millot

La désaffection politique mine le corps social. L'idée de **démocratie participative** apparaît comme un antidote. Sa mise en œuvre nécessite l'élaboration d'une pédagogie spécifique. A cet effet, l'expérience acquise dans le champ éducatif mérite d'être sollicitée.

Affirmons tout d'abord que l'**échec scolaire**, bien qu'important, n'est pas la cause de cette désaffection. Avec 65% de bacheliers on ne devrait pas se diriger vers la barre des 50% d'abstentionnistes ! En revanche, on peut incriminer l'**échec éducatif**. Son origine est précisément **politique**.

Il est en effet difficile de nier que l'idéologie individualiste « libérale » est **massivement dominante** dans les pratiques et les objectifs de l'école, qu'elle ne donne guère le goût pour la chose publique, que les incantations « républicaines » à la citoyenneté n'y changent rien.

La désaffection politique n'est pas seulement un problème électoral. Elle concerne toute la vie démocratique. Les mouvements récemment apparus qui combattent, la marchandisation du monde, l'uniformisation culturelle, le saccage de la planète, l'accroissement mondial des inégalités misent sur la « **démocratie participative** » comme moyen de redonner sens et efficacité à l'action collective.

Le fait qu'ils se réclament de « **l'Education Populaire** » - ou qu'ils en procèdent - devrait les rendre particulièrement attentifs au problème de la pédagogie employée, **surtout s'ils souhaitent que cette démocratie participative soit précisément « populaire »**.

On remarquera qu'à différents moments historiques où l'espoir d'un autre monde se profile, le lien entre pédagogie et politique s'est affirmé. En Espagne avec Francisco Ferrer, en Russie avec Makarenko, en France avec Célestin Freinet, avec Langevin Wallon, au Brésil avec Paolo Freire...

S'il s'agit bien de construire une démarche pédagogique qui favorise l'exercice d'une démocratie participative **incluant les milieux populaires**, l'expérience des pédagogues qui oeuvrent depuis longtemps pour une **éducation sans exclusion** mérite d'être sollicitée.

En contribution à l'élaboration d'**une pédagogie politique adaptée aux espoirs de notre temps**, nous proposons les hypothèses suivantes :

1 - Il existe un rapport entre **désaffection pour l'école et désaffection pour la politique**

- **Ecole** ; l'**illusion** de « *l'égalité des chances* » et la **promesse** d'un billet pour « *l'ascenseur social* » ne font plus illusion. **La désaffection** pour l'école qui en résulte est notablement enrayée lorsqu'on adopte une pédagogie reposant sur des valeurs de coopération, de solidarité, de respect mutuel, sans pour autant nier les inégalités et ignorer leurs déterminants économiques culturels et sociaux .
- **Politique** : les **illusions** d'un avenir garanti par « *le sens de l'Histoire* », les **promesses** d'un monde meilleur porté (et confisqué) par « *des avant-gardes* » ne font plus illusion.
- **La désaffection** pour la politique peut être surmontée lorsqu'on adopte une pédagogie politique qui prend en compte la complexité du monde et qui renouvelle les valeurs de solidarité, et de fraternité.

2/ Certains parallèles peuvent aider à établir les **bases d'une pédagogie politique** :

2.1 Parallèle entre :

- le projet de **placer l'élève au centre du processus d'apprentissage**, de le respecter en tant que personne, de connaître ses représentations, sa façon de percevoir et de s'approprier ce qu'on souhaite lui transmettre, de faire de lui un co-acteur de son éducation
- le projet de **placer le citoyen au centre du processus de politisation**, en respectant sa personne, en partant de son expérience, ses savoirs, son travail, ses engagements, ses créations, ses représentations, ses contradictions pour faciliter son entrée dans le débat et les luttes collectives.

2.2 Parallèle entre :

- la mise en question du projet de « **transmission du savoir** » que pense opérer celui qui sait, le maître, en faisant un cours à ceux qui ne savent pas, les élèves : à l'école, « **toute leçon doit être une réponse à une question** » (*Dewey*).
- la mise en question du projet de **transmission d'une pensée politique** à partir d'une doctrine, de manifestes, de discours « experts », de réalisations modèles : en politique, toute analyse, toute théorie doit **répondre** à une interrogation ou à un besoin lié à l'action.

2.3 Parallèle entre :

- **la construction des savoirs scolaires et la construction d'une « culture commune »**, projet que l'enseignant/éducateur veut partager avec l'élève/enfant et qui implique production (**pédagogie du projet**), évolutions personnelles (**émancipation, autodidactie**), transformations collectives (**coopération, solidarité, fraternité**), et nécessairement recours, motivé, aux savoirs constitués

- **la construction des savoirs nécessaires à la démocratie participative et la construction d'une culture commune**, projet que des citoyens/engagés veulent partager avec des citoyens/ non engagés et qui implique une production (poser un problème, énoncer les questions, des hypothèses, tenter des réponses, organiser une action), des évolutions personnelles interactives, l'amorce d'un processus de **politisation** fondé et durable allant du **questionnement** des experts au **contrôle expert** de leur pouvoir.

2.4 Parallèle entre :

- **la promotion collective** - alternative à l'individualisme -, qui implique que des enfants, en groupes **hétérogènes**, deviennent **acteurs** dans leurs apprentissages, en comprennent le sens, découvrent leur singularité et celle des autres, mettent en commun leurs compétences en faveur de projets communs et développent ainsi leur potentiel individuel.
- **la promotion collective** - alternative au consumérisme et à l'individualisme libéral -, qui implique que des groupes socialement **hétérogènes** d'adultes forment le projet de devenir **acteurs** dans la production d'un savoir nouveau (la démocratie participative), de renouer avec les idées de mutualité, de coopératives, de syndicalisme « émancipateur » issues du mouvement ouvrier, de l'éducation populaire.

2.5 Parallèle entre :

- la « **recherche-action** », démarche de recherche indissociable de l'**innovation** dans le système scolaire, qui implique mise en réseau des expériences, des analyses et théorisation, coopération non hiérarchique entre acteurs enseignants (et parfois parents), experts et chercheurs. Base de promotion collective et processus hautement **formateur pour les professionnels**
- la **recherche-action** qui nous semble appropriée pour explorer l'**innovation** démocratique que constitue la **démocratie participative**. Base de **politisation et promotion collective** et processus hautement **formateur pour les militants**.

Document annexe

LA DEMARCHE « ALTER- DEMOCRATIE »

Ce qui suit est le fruit de multiples expérimentations qui alimentent une recherche-action.

1/ PRESENTATION DE LA DEMARCHE AU PUBLIC

Qu'il s'agisse de rencontres, réunions publiques, séminaires, universités d'été, forums, stages de formation, les organisateurs proposent d'améliorer la qualité des échanges et de la réflexion collective en adoptant une démarche innovante. Le public est invité à **se considérer « en recherche »** et donc **partie prenante** des objectifs de la démarche ainsi décrits :

- Obtenir l'**implication de chacun** des participants dans la réflexion engagée, quel que soit son niveau d'étude, ses difficultés avec l'expression, sa timidité. Prendre en compte son expérience personnelle (dans le cadre familial, social, professionnel), ses représentations du problème, ses questions.

- Permettre à chacun de **prendre réellement part au débat**, de questionner s'il y a lieu le conférencier ou la personne ressource invitée, d'une manière plus assurée et pertinente.

- Faire fonctionner l'**intelligence collective**, en prenant conscience du fait que « *le tout est plus que la somme des parties* ».

Si la réunion a un caractère socio-politique, cet autre objectif peut être évoqué :

- Mettre à l'épreuve l'idée de **démocratie participative** et les moyens de n'en pas exclure les publics populaires.

L'expérience montre que l'intention est appréciée et que le public accepte volontiers de se plier aux règles de la mise en œuvre.

2/ MISE EN ŒUVRE

L'expérience montre qu'il est souhaitable d'en exécuter au plus vite la première phase :

- 2.1 /Les animateurs informent qu'ils vont former des « **groupes d'interviews mutuelles** » (GIM) de 3 personnes de manière aléatoire ou en recherchant la plus grande hétérogénéité d'expérience des participants.

Ils énoncent les **règles** de l'interview (en insistant sur la nécessité de s'en tenir au sujet par des questions appropriées, d'y ramener impérativement s'il y a lieu, et ce dans l'intérêt collectif) :

- successivement, 2 membres du GIM interrogent le 3^{ème} lui font préciser son point de vue sur le sujet, ses représentations, ses questions, éventuellement son expérience personnelle...

- chaque personne aura 10 minutes pour s'exprimer (un temps de silence de 30 secondes après chaque interview permettra de souffler, faire un point personnel et permettre au suivant de réfléchir à ce qu'il va dire)

Ils indiquent qu'ils seront les gardiens de l'horaire et donneront le top pour les changements.

Ils énoncent la ou les questions à traiter (2 au maximum) en insistant encore pour que les intervieweurs s'y tiennent impérativement.

Ils distribuent individuellement la **feuille de consigne**, qui sera relue dans le GIM, éventuellement à haute voix par une des 3 personnes (N.B. *Le déroulement est amélioré quand cette feuille est distribuée à l'entrée de la salle*). Celle-ci comporte :

- Le résumé des intentions de la démarche (*pour mémoire ou pour informer les retardataires*) - les consignes, les questions à traiter – éventuellement, la date et les coordonnées utiles .

Ci après un exemple de feuille de consigne :

<p>REFLEXION EN PETITS GROUPES DE 3 (groupes d'interviews mutuelles)</p> <p>BUT :</p> <p>permettre à chaque personne de mieux participer au débat, en ayant déjà réfléchi et répondu aux questions suivantes :</p> <p>1/ connaissez-vous des situations – éventuellement la vôtre - où la question des marques (vêtements, chaussures, sacs,...) crée des problèmes ?</p> <p>QUEL GENRE DE PROBLEMES ? POUR QUI ?</p> <p>2/ qui devrait s'en préoccuper ? (la FAMILLE ? la SOCIETE ? l'ECOLE ?)</p> <p>CONSIGNES :</p> <p>1/ si possible, former des groupes de personnes qui se connaissent peu (ou pas)</p> <p>2/éviter la conversation, essayer par vos questions, d'obtenir que la personne interrogée aille le plus loin possible dans sa réflexion</p> <p>3/ chaque personne a dix minutes, maximum, pour s'exprimer</p> <p>4/ ne se présenter (si c'est souhaité) qu'à la fin, pour rendre chacun(e) plus libre</p>
--

2.2/ la deuxième phase varie selon les situations et les objectifs

- cas le plus simple : celui d'un débat public (comme ci-dessus sur « la tyrannie des marques »). Les GIM servent à échauffer l'assistance, créer une certaine convivialité, une meilleure réceptivité aux propos du conférencier, faciliter la participation au débat qui les prolonge. Personne ne « rapporte » ce qui s'est passé dans le GIM. Les animateurs réservent un temps pour évaluer avec le public l'intérêt de la démarche, son application à d'autres

situations, les suites à donner (production d'un texte, prolongements de la discussion, actions envisageables).

- cas plus complexe : un travail en profondeur et à long terme est entrepris, avec une assistance plus spécialisée (ou militante).

2.2.1/ Les animateurs, au bout des 30 minutes consacrées aux interviews, invitent les petits groupes à utiliser 5 ou dix minutes supplémentaires pour récapituler les points qui leur ont paru importants, susceptibles de constituer une question ou une contribution.

2.2.2/ Ils constituent des groupes de 15 ou 18 personnes dans lesquels chaque GIM présente ces points retenus(de préférence présentés brièvement par celle ou celui qui l' a soulevé ou formulé pour éviter les distorsions habituelles). Un animateur note ces points au tableau et, éventuellement avec l'aide de l'assistance, opère des regroupements, pour lesquels il propose une rédaction précise. Les groupes de 15 se regroupent et procèdent à ce même travail de formulation qui aboutit à une production d'un matériau à divers usages (travail ultérieur, ou pour les phases 3 ou/et 4).

2.3/ une troisième phase fait souvent appel à un invité possédant des compétences particulières sur le sujet. La manière classique consiste à l'écouter puis à lui soumettre les travaux des groupes pour qu'il en discute. Il importe de l'avoir informé des intentions et modalités de la démarche. Dans le meilleur des cas (qu'il importe de rechercher), l'invité entend contribuer à la démarche, voire la recherche engagée. Il assiste aux travaux d'un des groupes de 15 pour mesurer le niveau de la réflexion. Il assiste à la mise en commun en A.G. et selon ses possibilités, soit il adapte un exposé déjà préparé aux questions et problématiques travaillées, soit il choisit de traiter une ou plusieurs des questions abordées. On peut même, si l'intervenant est un membre de l'association, préparer avec lui les questions à soumettre aux GIM, de façon à ce qu'il soit sûr d'être complètement en phase avec leur réflexion.

2.4/ une dernière phase devrait systématiquement déboucher sur une production, un projet, une action, c'est-à-dire un prolongement du travail... Il est évident que toutes les situations ne s'y prêtent pas, mais on doit le rechercher. Il est certain que la démarche générale crée une ambiance très positive (jamais démentie à ce jour) qui peut-être favorable au prolongement souhaité ou proposé.

Ainsi l'expertise devient réellement fructueuse, non pas consommée pour être plus ou moins rapidement oubliée, mais pleinement intégrée dans le questionnement de chacun. Elle s'intègre au projet démocratique.

Ainsi, la liberté d'expression est réellement pratiquée et conjuguée avec la volonté de savoir.

Ainsi, un processus éducatif portant sur la méthode est mis en œuvre, dans l'esprit de l'éducation populaire, et en direction de la démocratie participative.